



Luttes des classes

Passé, présent, futur

Nicolas Latteur ■ Décembre 2022

La lutte des classes ne cesse d'être déclarée obsolète. En brouiller la conscience reste l'activité prédominante des acteurs politiques et économiques dominants. Pour les mouvements sociaux, il est vital de s'approprier sa force explicative. Car elle détermine l'urgence sociale et écologique.

Brouillard sur les classes

Peu de formules charrient autant d'équivoques. Pour certains, la lutte des classes n'est plus qu'une expression des temps anciens. Elle ne concernerait qu'un passé révolu où le monde du travail était plongé dans le paupérisme et était inexistant politiquement, ne disposant d'aucun droit au suffrage et d'aucune légitimité pour s'organiser syndicalement.

Il est vrai que la lutte des classes figurait au rang des expressions sacralisées par les anciens régimes de l'est (appelés malencontreusement socialiste). L'expression était mobilisée pour diffuser une analyse mécanique et caricaturale des groupes sociaux. Elle a, à ce titre, davantage servi à masquer certaines réalités (notamment une dictature sur le prolétariat et la paysannerie sous le stalinisme) qu'à en souligner les traits. Elle a également été mobilisée dans une logique de criminalisation des oppositions politiques aux régimes staliniens et maoïstes. Des purges gigantesques étaient organisées par des bureaucraties dirigeantes qui dénonçaient des « éléments petits-bourgeois »¹ dans leurs rangs et se prétendaient avoir la maîtrise de la conduite de la lutte des classes et de son interprétation.

Pour d'autres encore, la lutte des classes n'est à l'œuvre que lors de l'exacerbation d'un conflit social. Dans cette lecture, les dispositions prises par les gouvernements, les formes d'organisation du travail, les législations sur le chômage, etc. ne feraient pas partie intégrante de la lutte des classes. Cette formule ne servirait qu'à désigner des mouvements populaires, mais pas les rôles et pratiques de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques. Or, elles traversent précisément la société dans sa globalité et l'ensemble des acteurs sociaux.

Dans le même temps, la disparition des classes sociales et de leurs luttes ne cesse d'être proclamée. Chaque mouvement social est l'occasion d'un appel à faire cause commune. Ainsi le président de l'Open VLD Egbert Lachaert dans les colonnes du *Soir* déclare lors de la grève générale du 9 novembre 2022 : « On (les syndicats) se trompe d'ennemi en organisant cette journée d'action (...). Nous sommes tous dans la misère. Faire la guerre les uns contre les autres ne nous apportera pas de solutions »². Pourtant, la classe capitaliste et ses relais politiques ne se privent pas de faire la guerre aux salaires et de tenter de gagner des batailles liées à la flexibilité du temps de travail, des contrats, etc. Ils se montrent également sous leur vrai jour lorsqu'ils empêchent des salariés de construire de véritables politiques de santé sur des lieux de travail où de graves atteintes physiques ou psychiques sont légions. Dans cette vision qui rejette toute représentation de la société en classes, la domination quotidienne serait légitime et raisonnable tandis que le moindre acte de résistance des populations exploitées serait un acte de guerre.

¹ Voir par exemple Elliot Liu, *Révolution et contre-révolution en Chine Maoïste*, Syllepse, 2017 ou encore Patrick Silberstein, *La revanche du chien enragé*, Syllepse, 2021.

² *Le Soir*, 9 novembre 2022.

La lutte des classes fait dont l'objet d'interprétations et de réappropriations diverses. C'est là précisément un des signes de son existence qui ne trompent pas ! Car l'interprétation de la réalité sociale a un effet sur ... la réalité sociale. Lorsque des groupes sociaux adhèrent à certaines lectures des contradictions et des oppositions sociales, les moyens qu'ils soutiendront ou qu'ils identifieront pour y intervenir seront forcément différents. Lorsqu'un président de parti tel que Georges-Louis Bouchez prend pour cible les chômeurs de longue durée et les organisations syndicales supposées retirer des bénéfices de leur indemnisation, il tente de reconfigurer les lignes de démarcation sociale³. Dans sa représentation, il n'y a pas de détenteurs de capitaux qui exploitent des forces de travail. Mais une classe « moyenne », « saignée » par des « impôts », victime des comportements de « profiteurs » et de la complicité d'institutions qui les protègent. D'où une sainte guerre déclarée contre :

- Tout ce qui produit aujourd'hui des protections sociales : mutuelles, syndicats, etc.
- Tout ce qui permet aux groupes exploités, dominés et discriminés de peser économiquement, socialement et politiquement : l'exercice du droit de grève, les libertés syndicales, etc.

En tentant de redessiner la carte de la conflictualité sociale de cette façon, un acteur tente de brouiller les repères de classe et d'opposer les individus entre eux sur base d'une évaluation de leurs comportements individuels. Sont-ils employables ? Sont-ils disponibles ? Profitent-ils de la discipline morale des « honnêtes gens » ? Un puritanisme du travail, considérée comme la mère de toute les vertus, accompagne cette entreprise de moralisation des classes populaires. Une invisibilisation de la classe dominante et de sa violence est également en jeu. C'est cette offensive que mènent les extrêmes droites et les droites radicales en désignant les coupables dans des catégories encore plus fragilisées socialement : migrants, chômeurs, malades, etc.

Ces acteurs tentent d'effacer la classe comme référence collective et d'en proposer d'autres qui répandent un ressentiment social aux accents nationalistes et méritocratiques.

Et pourtant, elles luttent...

Pourquoi vouloir effacer les classes sociales et les oppositions entre elles ? C'est que la collaboration des classes populaires au régime capitaliste reste un enjeu majeur. La production de richesses économique est liée à la mobilisation de forces de travail. Il faut sans cesse en reproduire les termes et renouveler au besoin les dominations. Le monde du management en sait quelque chose.

Par ces temps brumeux, il n'est donc pas inutile de redéfinir les classes sociales et de se pencher sur les luttes qu'elles mènent.

Au sein de nos sociétés, des rapports sociaux tendent à diviser les individus. Ils sont différenciés et hiérarchisés sur base de différents critères. Le revenu, le statut, la fonction, etc. sont des facteurs de différenciation et de hiérarchisation.

Notre société capitaliste est divisée en classes sociales par :

³ Voir notamment « Le MR veut une aide sociale garantie mais plafonnée », La Libre Belgique, 22 et 23 octobre 2022, p. 10-11.

- Les rapports de propriété : qui est détenteur des moyens de production ? Qui est détenteur de la force de travail ?
- Les rapports de pouvoir : qui conçoit, coordonne et organise le travail ? Qui l'exécute ?
- Les rapports de répartition des richesses : sous quelle forme le surproduit social (« la part du produit social non immédiatement nécessaire à la reproduction des conditions matérielles et personnelles de la production »⁴) est-il approprié et par qui ?

Ces différents rapports sociaux forment ce que Karl Marx a nommé les rapports de production. Ils concernent le mode d'organisation des humaines pour produire et reproduire leurs conditions matérielles et institutionnelles d'existence.

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. »

Karl Marx, Friedrich Engels, Le Manifeste communiste, 1848.

Marx et Engels identifient la logique enracinée dans les rapports sociaux capitalistes. Les déséquilibres permanents sont le produit d'une lutte sans merci pour assurer au capital une rentabilité maximale. Il faut pour ce faire que les forces sociales dominantes renouvellent sans arrêt et sur une base de plus en plus élargie les conditions écologiques, économiques, sociales, culturelles, politiques, idéologiques de la reproduction du capital.

Dans les rapports sociaux capitalistes, un rapport d'exploitation permet aux capitalistes de s'approprier une part du surtravail des salariés sous la forme d'une plus-value. C'est en son sein que la richesse se transforme en capital. Ce dernier, commandé par la classe dominante, va tenter de subordonner l'ensemble de la société à ses impératifs d'accumulation illimitée.

Ces éléments d'analyse ne signifient pas que la société capitaliste ne serait composée que de deux classes ou qu'elle ne reposerait que sur un seul mode de production. Cela signifie que l'on trouve « dans chaque société une polarité considérée comme fondamentale, au sens où celle-ci va en déterminer les dynamiques principales. »⁵

Les rapports sociaux de production ne définissent pas à eux seuls les classes sociales. Ils instituent les contours de la condition sociale. C'est pourquoi certains sociologues ont pu parler d'une condition ouvrière sans classe ouvrière⁶. Car pour qu'une classe existe comme acteur politique, il lui faut

⁴ Alain Bihl, « Sur les rapports sociaux et leur articulation », *Raison présente*, N° 178, 2^e trimestre 2011.

⁵ Ugo Palheta, « Classes et lutte des classes », Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan, Stéphanie Rosa (s.l.d.), *Histoire globale des socialismes XIX-XXI^e siècle*, PUF, 2021, p. 100.

⁶ Michal Pialoux, Stéphane Beaud, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.

devenir une classe en soi, c'est-à-dire un groupe conscient de la conflictualité dans laquelle il est engagé.

Pour devenir classe en soi, les relations que les classes entretiennent entre elles sont déterminantes. Elles sont précisément le champ de la lutte des classes.

La lutte des classes se joue sur les champs sociaux, politiques, culturels, économiques, etc. Les autres rapports sociaux (de genre, de racisation, etc.) disposent d'une certaine autonomie mais viennent néanmoins jouer un rôle dans la lutte des classes. On peut définir la lutte des classes comme « les pratiques et les stratégies de transformation incessante des forces sociales, considérées dans leurs rapports de conditionnement réciproque et asymétrique »⁷.

Processus complexe, les enjeux et les terrains de la lutte des classes sont toujours à la fois économiques, politiques, idéologiques. Ses formes sont tantôt manifestes tantôt latentes, sa dynamique alternant les conjonctures d'exacerbation et d'accalmie. Le sociologue Alain Bihl ajoute qu'il s'agit d'un « processus dialectique aussi en ce sens que, s'il contribue fondamentalement à faire advenir les classes sociales comme des sujets collectifs (c'est dans et par la lutte des classes que les classes sociales se rassemblent, s'organisent, s'unifient autour d'un projet politique et une vision du monde – en ce sens, pas de classes sans lutte des classes), il s'agit aussi inversement d'un processus qui peut, d'une part, décomposer les classes, en accentuant les clivages entre fractions et couches à l'intérieur d'elles et en favorisant l'autonomie éventuelle de ces dernières, d'autre part, composer les classes en des ensembles plus vastes, en suscitant des alliances entre différentes classes, fractions ou couches qui peuvent donner naissance à des blocs sociaux, sous la direction (hégémonie) de l'une d'entre elles, au sein desquelles ces derniers « fusionnent » pour partie entre elles. »⁸

La complexité du processus de la lutte des classes s'enrichit enfin des déterminations liées à l'existence de l'Etat. La forme de ce dernier est le résultat de la lutte des classes (par la condensation du rapport de force entre elles). L'Etat retentit également sur cette lutte et sur chacun de ses acteurs, d'une manière spécifique, différente selon qu'il s'agit de la classe (ou fraction) dominante ou des différentes classes dominées. L'Etat ne prélève par exemple pas les mêmes contributions fiscales sur les revenus des différentes classes sociales.

La lutte des classes n'est donc pas l'expression de formes économiques prédéterminées et immuables sans contenu politique (la classe capitaliste, la classe ouvrière, etc.). Elle devient la cause d'une cohérence relative entre ces différentes formes, nécessairement soumises aux aléas des conjonctures et des rapports de force. Plutôt qu'un enchaînement prédéterminé de formes, elle est confrontation de stratégies antagonistes : « stratégies d'exploitation et de domination, stratégies de résistance, constamment décalées et relancées par leurs effets mêmes (notamment leurs effets institutionnels) : d'où l'importance cruciale que revêt ici l'étude de la législation sur le temps de travail – première manifestation de l' « Etat social »⁹.

⁷ Stathis Kouvelakis, *La France en révolte. Luttes sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007, p. 25.

⁸ Alain Bihl, « Sur les rapports sociaux et leur articulation », *Raison présente*, N° 178, 2^e trimestre 2011.

⁹ Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, La Découverte, 1998, p. 221.

Violences et lutte des classes

La lutte des classes concerne donc l'exploitation économique, la domination sociale, l'aliénation culturelle, leurs modalités d'exercice et de légitimation mais aussi de résistance et de contestation.

La violence en est une dimension centrale. Le terme « violence » est souvent désigné pour désigner une effraction : une atteinte à la vie par une mitrailleuse, des images brutales qui s'imposent à la vue, des actes de contrainte et d'agression, etc. A cet égard, François Cusset considère que l'effraction fait écran. « Elle nous dissimule la vérité de la violence, qui est moins le coup que sa déflagration, moins une irruption brusque qu'une circulation complexe. L'essentiel est là : la violence circule. Elle circule de la propagande haineuse jusqu'au geste meurtrier. De la contrainte économique à l'angoisse qu'elle inocule. Du choc sur le corps à ses répercussions psychiques. »¹⁰

Pour François Cusset, la logique du capitalisme néolibéral exerce une triple violence :

- Une « violence sur nous » dictée par la contrainte des structures sociales et l'arbitraire des pouvoirs. C'est la violence de la décision d'une multinationale de licencier comme bon lui semble des milliers de salariés. C'est la violence des gouvernements qui laissent des migrants dormir dans la rue et méprisent leurs droits élémentaires.
- Une « violence entre nous » qui s'organise par la rivalité de principe entre les sujets économiques. C'est la violence de la mise en compétition des salariés valides et en incapacité de travail, des « actifs » et des réputés « non-actifs ».
- Une « violence en nous » qui concerne « les ravages psychiques encore mal connus, et mal traités, de l'enfer invisible du travail : délabrement nerveux, inquiétude constante, distraction interdite, évaluation en continu des capacités, ... »¹¹.

Dans nombre de médias dominants, la violence est réduite à certaines méthodes d'action mobilisées par les mouvements sociaux : voiture retournée, navetteur empêché, travailleur bloqué par un piquet, etc. Or, cantonner la violence à ces gestes, c'est enlever de son cercle tout ce que ce dont ces formes d'action sont le résultat.

Considérant la violence de la domination de classe, Rosa Luxembourg considérait la nécessité de comprendre la lutte des classes et de construire la capacité des classes populaires à peser sur le champ politique. Elle intégrait dans le champ de la lutte des classes les contours de la légalité et dégagait des perspectives stratégiques. Elle soulignait la nécessité pour la classe ouvrière de définir des modes d'action, de lutte et d'organisation autonomes pour peser dans le champ politique. « S'il n'y a pas, derrière notre activité légale et parlementaire, la violence de la classe ouvrière, toujours prête à entrer en action le cas échéant, l'action parlementaire de la social-démocratie devient un passe-temps aussi spirituel que celui de puiser de l'eau avec une écumoire. Les amateurs de réalisme, qui soulignent sans cesse les « succès positifs » de l'activité parlementaire de la social-démocratie, pour les utiliser comme arguments contre la nécessité et l'utilité de la violence dans la lutte

¹⁰ François Cusset, *Le déchaînement du monde. Logique nouvelle de la violence*, La Découverte, p. 6.

¹¹ François Cusset, *Le déchaînement du monde. Logique nouvelle de la violence*, La Découverte, 2018, p. 85.

ouvrière, ne remarquent point que ces succès, si infimes soient-ils, ne sauraient être considérés que comme les produits de l'effet invisible et latent de la violence. »¹²

La violence est ici entendue comme la capacité de la classe ouvrière à opposer à la domination de classe et à l'exploitation économique un mouvement qui combat efficacement les formes d'oppression¹³.

Avec Rosa Luxemburg, une dimension déterminante de la constitution d'une classe sociale comme acteur politique est définie. Elle doit en effet se doter d'une capacité à opérer sur elle un véritable travail visant à former une subjectivité de classe. Il s'agit de se doter d'une conscience de classe propre, d'organisations et d'institutions propres (réseaux de socialisation, organisations associatives, professionnelles et partisans, etc.); et, en définitive, d'un pouvoir de classe propre conçu comme la capacité spécifique à peser sur le devenir de la société globale.

C'est en ce sens que Rosa Luxemburg débat des stratégies à déployer pour les différentes composantes du mouvement ouvrier, en particulier du Parti Ouvrier Belge.

Classes sociales et capitalisme

Pendant, les sociétés capitalistes se sont profondément transformées. Un des phénomènes les plus importants consiste dans la croissance considérable de couches de salariés qu'il paraît difficile d'assimiler à la classe des travailleurs ou aux classes populaires. C'est à cet égard que les analyses proposant la vision d'une classe moyenne majoritaire se sont répandues. Ces groupes sociaux sont constitués par des individus qui accomplissent principalement des fonctions de domination dans le processus de production ou qui disposent d'une large autonomie. Mais parler de « classe moyenne » est fort imprécis. En effet, cette dernière regrouperait des groupes sociaux tellement hétérogènes (artisans, petits patrons de l'industrie et du commerce, et cadres salariés organisant et supervisant le travail d'autres salariés, etc.) que le concept même de classe perdrait de sa pertinence. Cela consisterait à abandonner toute définition des classes sociales sur base de critères précis. Alain Bihr propose d'analyser les rapports de classes à partir du processus global de reproduction du capital. Ce dernier passe « par la production et la reproduction d'un réseau de rapports de domination, depuis le procès de travail par lequel le capital se valorise jusqu'à l'espace social transnational que génère sa circulation planétaire, en passant par les structures étatiques, politiques, syndicales, etc. C'est relativement à leur situation dans ce réseau de rapports de domination que doivent s'analyser les rapports entre les différentes classes sociales. Je propose donc de déplacer le centre de gravité de l'analyse de la structure de classes des rapports d'exploitation vers les rapports de domination à travers lesquels les premiers parviennent à se produire et à se reproduire. »¹⁴

¹² Rosa Luxemburg, « Réponse au Camarade Vandervelde », 14 mai 1902, Neue Zeit, <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/rosa-luxemburg/reponse-au-camarade-e-vandervelde/>

¹³ Rosa Luxemburg se différencie à cet égard de toute une série de groupes qui décideront de militariser la lutte contre le capitalisme dans le contexte des régimes politiques occidentaux. Elle considère la présence de révoltes régulières et importantes dans la classe ouvrière. Il s'agit pour elle de leur donner le plus de portées afin qu'elle puisse conduire à de réelles transformations sociales émancipatrices. On trouvera un regard critique sur la lutte armée par l'un de ses auteurs en Italie dans, par exemple, Alessandro Stella, *Années de rêves et de plomb*, Agone, 2016.

¹⁴ Alain Bihr, « Encadrement capitaliste et reproduction du capital : Vers un nouveau paradigme marxiste des rapports de classes. », http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/encadrement_capitaliste

C'est à partir de cet analyse qu'Alain Bihr considère que l'approfondissement de la division du travail et les transformations du capitalisme ont conduit à l'émergence de la classe de l'encadrement capitaliste¹⁵. Dominée par la classe capitaliste mais dominant la majeure partie du salariat, elle est affectée essentiellement à des tâches de gestion et de contrôle dans différents champs de la société : « dans la division sociale du travail, elles remplissent des fonctions d'encadrement : ce sont elles qui conçoivent, contrôlent, inculquent, légitiment les différents rapports de domination par l'intermédiaire desquels se reproduit le capital. Et ce aussi bien dans les appareils d'Etat et dans la société civile que dans les entreprises. D'où ma dénomination d'encadrement capitaliste à leur sujet. »¹⁶

Avec Alain Bihr, la lutte des classes est donc analysée non à partir des seuls rapports de production mais à partir du procès global de reproduction du capital. C'est dans ce cadre que peuvent se comprendre les transformations du capitalisme induites par les dynamiques propres à la lutte des classes et aux nécessités de la reproduction du capital.

Visibilité et invisibilité de la lutte des classes

Marx parle de la lutte des classes comme d'une guerre qui se déroule tantôt au grand jour tantôt de façon masquée. Ces indications peuvent être précieuses pour comprendre la manière dont la dynamique de la lutte des classes travaille la société aujourd'hui.

De nombreux groupes sociaux appartenant au salariat (ouvriers, employés, etc.) sont invisibles socialement, politiquement, médiatiquement, culturellement. Les stratégies privilégiées en leur sein sont plus de l'ordre de la fuite. Il ne s'agit pas de tenter de promouvoir sa condition mais plutôt d'en sortir.

De plus, des approches qui réduisent la conflictualité sociale à une simple stratification sont promues. Dans celles-ci, la classe « est pensée au mieux comme un « environnement social » (social background), c'est-à-dire un milieu sur lequel se détacheraient les individus, et qui se caractériserait par des dotations inégales en ressources (économiques, culturelles, relationnelles, etc.) ; au pire comme de simples strates, autrement dit comme les barreaux d'une échelle tout au long de laquelle les individus monteraient ou descendraient selon les opportunités, les ressources, les stratégies. »¹⁷ Dans ces approches, telles celles développées par l'économiste Thomas Piketty, les classes sont réduites à des ensembles statistiques¹⁸. La conflictualité propre à la lutte des classes s'évanouit. Elles tendent à situer des groupes en dehors de la conflictualité qui régit leurs rapports et approfondissent des divisions intra-catégorielles.

Par contre, au sein de certains groupes sociaux, à commencer par la classe capitaliste, il existe une conscience de classe aiguë. Des institutions et des organisations affirment cette conscience de

¹⁵ Alain Bihr, *Entre Bourgeoisie et Proletariat. La classe de l'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1985.

¹⁶ Alain Bihr, "Encadrement capitaliste et reproduction du capital : Vers un nouveau paradigme marxiste des rapports de classes.", http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/encadrement_capitaliste

¹⁷ Ugo Palheta, « Classes et lutte des classes », Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan, Stéphanie Rosa (s.l.d.), *Histoire globale des socialismes XIX-XXIème siècle*, PUF, 2021, p. 102.

¹⁸ Alain Bihr, Michel Husson, *Thomas Piketty. Une critique illusoire du capital*, Syllepse, 2020.

classe aigüe des dominants. On la retrouve notamment dans cette déclaration de Rudy Thomaes, administrateur-délégué de la FEB. Il déclarait dans les années '10 qu'il faudrait s'inspirer des plans d'austérité adoptés dans les différents pays européens en mettant en œuvre 5 grandes orientations. « Un : toute une série de pays européens viennent de décider de relever l'âge de la pension, le plus souvent dans un horizon assez lointain - ils préparent la population bien à temps. Deux : les pensions ou les salaires des fonctionnaires font l'objet de "coupes" substantielles. Aucun pays n'opte pour l'immobilisme dans ce domaine. Trois : la fonction publique voit ses effectifs subir des diminutions d'envergure. Quatre : des mesures sont prises un peu partout pour contenir les dépenses de sécurité sociale, et plus spécialement dans le domaine des soins de santé. Cinq : quand de nouvelles recettes sont adoptées, ce n'est généralement pas au niveau de l'impôt des personnes physiques (IPP) ou de l'impôt des sociétés (Isoc), mais plutôt au niveau des impôts indirects - augmentation de la TVA, des accises ou de taxes diverses, sur les banques ou la consommation d'énergie. »¹⁹. La volonté politique d'une force sociale de reporter les effets sur d'autres acteurs – les salariés – y est centrale.

Nier la lutte des classes constitue une imposture gigantesque dans un contexte où s'observent des phénomènes sociaux que l'on peut rattacher aux rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation : paupérisation massive, chômage, désindustrialisation de certains bastions de la production capitaliste, inégalités de santé ... Alors que dans le même temps, les Etats soutiennent des politiques qui visent directement à soutenir l'accumulation du capital en dépit de ses conséquences sociales et écologiques.

Reste que ces phénomènes sans mobiliser la compréhension rendue possible par l'analyse de la conflictualité de classe ne sont plus articulés à une grille de lecture critique et légitime. « Dès lors la visibilité des antagonismes de classes se transforment en opacité. Sans doute les politiques néolibérales et néo-conservatrices tendent-elles à s'enliser dans l'ingouvernabilité, dans l'insécurité des relations internationales, dans les contradictions de leur propre populisme (et de leur propre moralisme), mais elles remportent d'indéniables succès négatifs, en termes de décomposition et de délégitimation des formes institutionnelles du mouvement ouvrier, de la lutte des classes organisée. »²⁰ Nombre de luttes – celles des cheminots, des métallos, etc. – apparaissent au grand jour comme sectorielles, défensives et dépourvues de signification pour l'avenir. La lutte des classes concerne nécessairement la définition que des groupes parviennent à donner à leurs propres pratiques et aux combats qu'ils mènent pour ne pas être dépossédés du sens qu'ils y donnent.

Le déficit entre les classes est non seulement matériel car la classe dominante gagne en pouvoir et en revenu. Mais ce déficit est aussi est aussi symbolique. Les consciences sont brouillées. C'est-à-dire que le concept même de lutte des classes perd de sa force interprétative. Il n'est plus mobilisé par une part importante des classes populaires. Certains de ses membres seront même tentés d'accompagner les politiques du néolibéralisme autoritaire et de désigner des catégories sociales plus fragilisées – comme les sans-papiers ou des travailleurs sans-emploi - comme responsables de leurs maux. Ils se feront alors les partisans d'une plus grande répression et d'une plus grande disciplinarisation des allocataires sociaux suspectés de détenir des privilèges qui leur échappent.

On peut reprendre l'hypothèse centrale posée par Stathis Kouvélakis à propos de la lutte des classes. Pour lui, le point décisif n'est pas son existence en soi et par conséquent sa force explicative mais bien sa visibilité en tant qu'enjeu propre de la lutte des classes. « La notion de visibilité renvoie ici à

¹⁹ *La Libre Belgique*, 28/08/2010

²⁰ Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, La Découverte, 1998, p. 213.

l'existence de « seuils » au-delà desquels la lutte de classes (concept et pratique) acquiert une certaine « évidence » au sein d'une formation sociale et tend à s'imposer comme principe d'intelligibilité de son mouvement interne. Ces seuils cristallisent à leur tour des rapports de force déterminés au sein des processus de formation et de recomposition (ou de décomposition) des classes elles-mêmes. Pour le dire autrement, si la lutte des classes était directement et immédiatement visible (comme le suggère irrésistiblement les métaphores militaires ou anthropomorphiques habituelles, et partiellement inévitables, des « camps » et des « sujets » en lutte), sans « déformations » et distorsions » de toute sorte, il n'y aurait pas de lutte de classes. Ces déformations et distorsions font partie de la lutte elle-même, elles indiquent la torsion propre à un espace (celui des rapports sociaux) clivé par un antagonisme fondamental. »²¹

Centralité de la lutte des classes

Un enjeu central pour les classes dominantes est de pouvoir déployer des dispositifs afin d'élaborer un rapport au monde et une conscience de celui-ci spécifique. On ne peut cependant tout expliquer par la puissance d'attraction de certaines idées et la nouvelle conscience qu'elle peut susciter. La force du néolibéralisme comme rationalité, c'est de « conduire en orientant les conduites, (...) en motivant les gens à se conduire de telle ou telle manière dans certaines situations données. (...) c'est complètement indépendant de l'adhésion à un système d'idées. On ne va pas leur demander leur avis sur la valeur des normes, on sait très bien qu'il y en a qui y sont absolument opposés. »²²

Les individus sont placés dans des situations elles-mêmes contraignantes : qu'ils s'agissent de normes de rentabilité et de productivité, de la pression exercée par la peur du chômage ou d'un contrôle de disponibilité, du niveau extrêmement faible des pensions qui conduit nombre de personnes à recourir à l'épargne pension, etc. Le salariat est aussi confronté à des dispositions qui ne cherchent pas à obtenir son adhésion mais qui visent à conduire ses conduites, à les placer dans des situations qui elles-mêmes dicteront leurs comportements.

Ces dispositifs ne viennent cependant pas à bout de la conflictualité sociale. Elles n'ont pas le dernier mot sur la lutte des classes. Ils en sont parties intégrantes et ne peuvent envahir intégralement l'ensemble des sphères sociales. La société capitaliste est irréductible à la pacification sociale. La logique de conduite des comportements produit également des résistances. C'est pourquoi la lutte des classes ne connaît que des résultats provisoires. Il n'y a pas d'acquis sociaux mais que des conquêtes. La norme salariale est une conquête du monde patronal, la sécurité sociale une avancée du monde

²¹ Stathis Kouvelakis, *La France en révolte. Luites sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007, p. 23-24.

²² « Autrement dit, la rationalité, c'est ça : c'est le fait d'obtenir des individus (...) qu'ils se conduisent comme on veut qu'ils se conduisent, sans avoir à le leur rappeler sans cesse et sans avoir à leur commander sans cesse ce qu'ils doivent faire. Il est très important pour nous de considérer que ce qui est en question, c'est un peu ce que l'on pourrait appeler une « logique des pratiques », logique en vertu de laquelle les pratiques s'appellent les unes les autres, se renforcent et se prêtent mutuellement appui. A cet égard, il nous semble qu'il y a quelque chose d'assez curieux, d'assez étrange, voire d'assez incompréhensible, surtout de la part de gens qui se réclament de Marx, à vouloir tout expliquer par l'idéologie. C'est pourtant un travers assez fréquent chez beaucoup d'entre eux qui consiste à expliquer tout ce qui se passe par l'idéologie, c'est-à-dire par la puissance d'attraction de certaines idées. » Pierre Dardot, « Qu'est-ce que la rationalité néo-libérale ? », 24 mai 2010, www.alencontre.org et Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, La Découverte, 2009.

du travail. Les victoires, défaites, ou compromis se dénouent au gré de l'évolution des pratiques, des stratégies et des capacités d'intervention des forces en présence.

La lutte des classes ne se limite donc pas au rapport d'exploitation sur le lieu de travail. Elle s'articule aux différents processus et à la structuration spécifique des rapports sociaux. Différentes médiations – relations internationales de dépendance et de domination, Etats, partis, mouvements sociaux – font de la lutte une lutte politique.

Par ailleurs, la structure sociale ne détermine pas mécaniquement le conflit politique. Marx s'est distancé à de nombreuses reprises de toute détermination mécanique de l'infrastructure matérielle de la société sur sa superstructure (notamment le pouvoir politique). Il relie plutôt dialectiquement la superstructure à une base « qui en recèle la logique d'ensemble, c'est-à-dire les contradictions essentielles, ainsi que le principe de leur déploiement et de leur propagation sous des formes spécifiques à tous les niveaux de la structure sociale. Cette saisie dialectique d'une configuration articulée est bien autre chose que la reconnaissance d'une action réciproque : elle prend en compte une autonomie relative et une discordance éventuelle, en les rapportant à une situation concrète, appréhendée comme unité d'une diversité, mais aussi comme unité processuelle, en devenir constant, qui inclut la conscience comme moment à la fois distinct et constitutif. »²³

La force explicative de la lutte des classes telle qu'elle a été définie plus haut permet alors d'interroger certains découpages. A titre d'exemples :

- La politique ne peut être réduite à une sphère dégagée des rapports de force sociaux dans laquelle seule subsisteraient des abstractions politiques et juridiques : des individus prétendument libres et égaux, des contrats qu'ils concluent avec leurs parfaits consentements, un périmètre d'intervention qui lui interdit la mise en cause de la propriété privée et de ses prérogatives. Au contraire, le pouvoir politique est le champ dans lequel se règle la destinée des classes sociales et est à ce titre un enjeu permanent dans leurs luttes.
- Le droit, loin de dire le vrai et le faux des relations sociales, est un produit historique et un instrument politique. La lutte se structure autour de la confrontation du droit des propriétaires à s'approprier les biens communs et du droit des dépossédés à exister. Marx considère précisément qu'entre deux droits égaux, « c'est la force qui tranche »²⁴.
- L'économie d'une société n'est pas naturellement régie par la logique de valorisation du capital, le marché ne garantit pas l'allocation optimale des ressources, la lutte contre l'inflation n'est pas la seule politique monétaire possible, la réduction des cotisations sociales n'est pas commandée par la défense de l'intérêt général, ...

Ces pratiques et ces stratégies antagonistes se déploient dans des espaces et des rythmes en perpétuel bouleversement sous l'effet des forces contradictoires qui travaillent la société. Les inégalités socio-économiques, la légitimité des systèmes de protection sociale, les politiques environnementales, les dispositions fiscales, l'enseignement, l'organisation et les conditions de travail, les modes de vie des populations ... sont des questions traversées par les pratiques et les stratégies des forces en présence.

Cette approche met en avant la prédominance du facteur politique (formes de luttes et d'organisation des forces sociales) dans les processus de transformation sociale. C'est pourquoi l'organisation

²³ Isabelle Garo, *L'Idéologie ou la pensée embarquée*, La Fabrique, 2009, p. 41.

²⁴ Daniel Bensaïd, *Les dépossédés*, La Fabrique, 2008.

consciente sous différentes formes (mouvements, syndicats, associations, mutuelles, partis, collectifs...) des classes sociales est centrale.

Le conflit de classe n'est pas un conflit parmi d'autres. Sa compréhension permet de saisir le mode de régulation global et la cohérence du rapport social capitaliste. Sa centralité ne relègue cependant pas au second rang d'autres formes d'oppression : de genre, de génération, de racisation, etc. Elle leur donne au contraire une cohérence globale et permet le rassemblement des différentes résistances autour de la centralité du conflit avec la logique du capital.

Cette lutte est politique et vise à subordonner l'ensemble des sphères et des institutions sociales à la logique de la valorisation du capital et aux conditions de sa reproduction. Elle revêt différentes formes et se déploie dans l'espace et le temps. Marx la désigne comme la lutte des classes.

Lutte des classes et émancipation

La question centrale concerne les conditions de nouvelles expériences émancipatrices. Elles ne peuvent être pensées en dehors de la lutte des classes et des conditions qu'elles dictent à tout mouvement social et politique. Pour reprendre Daniel Bensaïd, « La question de l'heure n'est pas celle d'une disparition des classes (qui doute sérieusement de l'existence de la bourgeoisie, du renforcement et de la concentration de la propriété privée, de la réalité quotidienne de l'exploitation ?), mais celle des incertitudes liées au procès de construction/déconstruction à l'œuvre dans les métamorphoses du travail et du salariat lui-même. A quelles conditions, les nouvelles formes d'organisation du travail, l'individualisation et la privatisation de la consommation, l'atomisation sociale généralisée face aux flux de richesse et d'information, peuvent-elles permettre la reconstruction de pratiques et d'une conscience collective ? A quelles conditions, la fracture entre le mouvement social et la représentation politique peut-elle être surmontée dans un monde où l'espace public est livré à la privatisation et où le bien commun échappe à la maîtrise politique ? »²⁵

De l'analyse de la lutte des classes peuvent se dégager des perspectives de combats. Se nourrir de la démarche de Marx peut précisément être porteur d'une réappropriation des expériences des mouvements sociaux. Il propose un programme politique qui loin de dessiner les contours d'une société idéale, tente d'identifier les points d'appui et les lignes de force afin d'élaborer à partir de la dynamique des rapports de forces sociaux les contours d'une politique concrète de l'émancipation.

La constitution du prolétariat en classe et la conquête du pouvoir politique sont centraux chez Marx. La défense de mesures qui mettent en cause le principe de la propriété privée permet la mise en cause dans ses fondements de la logique du capital. Pour ce faire Marx, tout en soulignant les différences entre les pays, propose des mesures appelées à se dépasser elles-mêmes au cours du mouvement. Certaines sont d'une surprenante actualité :

²⁵ Daniel Bensaïd, « L'actuel encore actif du manifeste communiste », www.europe-solidaire.org

« Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.
2. Impôt fortement progressif.
3. Abolition de l'héritage. (...)
4. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat et qui jouira d'un monopole exclusif.
5. Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport.
6. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble. (...)
7. Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc. »²⁶

Ces indications sont significatives. Elles touchent essentiellement l'appropriation privée des richesses sociales et développent la perspective de leur socialisation en vue de la satisfaction des besoins sociaux.

On est donc bien loin de certains courants socialistes que dénonce déjà Marx qui viseraient à organiser la bienfaisance au nom d'une morale humanitaire afin de corriger à la marge les anomalies sociales du mode de production capitaliste. Loin aussi d'un égalitarisme grossier qui dépossède le peuple de tout pouvoir démocratique en imposant une étatisation intégrale de la société.

Au contraire, Marx se situe dans une perspective de démarchandisation de la force de travail. Elle implique une transformation concrète de la notion de travail et de démocratie. Elle passe par une réduction collective du temps de travail et par une délibération démocratique sur les activités socialement nécessaires.

A l'heure des urgences sociales et écologiques dans lesquelles nous ont plongé le capitalisme néolibéral, la nécessité d'expérimenter collectivement d'autres modes de produire et de vivre apparaît avec plus de force encore. Marx et son analyse de la lutte des classes permettent de penser les épreuves à affronter mais également les stratégies possibles pour déjouer les pièges de ceux qui nous mènent tout droit vers les catastrophes écologiques et sociales.

²⁶ Karl Marx, Friedrich Engels, *Le Manifeste communiste*,
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>